

**Art. 19.** L'article 145<sup>33</sup> du même Code, inséré par la loi du 13 décembre 2012 et modifié en dernier lieu par la loi du 4 mai 2018, est complété par le paragraphe 5 rédigé comme suit :

"§ 5. Le délégué désigné par le ministre des Finances fait chaque année rapport à ce même ministre pour les institutions agréées au cours de l'année qui précède, dans le cadre de la délégation."

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 2 mai 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,  
A. DE CROO

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—  
Note

(1) Chambre des représentants ([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be))

Documents : K54-3648

Compte rendu intégral : 25 avril 2019.

**Art. 19.** Artikel 145<sup>33</sup> van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 13 december 2012 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 4 mei 2018, wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidende:

"§ 5. De door de minister van Financiën aangewezen afgevaardigde brengt jaarlijks, in het raam van de delegatie, verslag uit bij die minister over de instellingen die tijdens het voorafgaande jaar zijn erkend."

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 2 mei 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,  
A. DE CROO

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers ([www.dekamer.be](http://www.dekamer.be))

Stukken : K54-3648

Integraal verslag : 25 april 2019

## SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2019/11970]

7 MAI 2019. — Loi modifiant la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, et insérant l'article 37/1 dans la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs*

**Art. 2.** L'article 2, de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les paris, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, modifié par la loi du 10 janvier 2010, est complété par un 11<sup>o</sup> rédigé comme suit :

"11<sup>o</sup> jeux de hasard automatiques avec mise atténuée : appareil sur lequel des jeux de hasard sont exploités sur lequel il est moins possible de jouer à des jeux de hasard que sur d'autres appareils dans les établissements de jeux de hasard de classe III, de sorte que l'ensemble des mises résulte en une perte horaire de moyenne inférieure au montant par heure tel que visé à l'article 8, alinéa 3, et que les mises par jeu ne peuvent pas dépasser la valeur de la pièce de monnaie de la plus grande valeur en circulation.

Le Roi fixe l'échelle des mises visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 11<sup>o</sup>."

**Art. 3.** A l'article 3, de la même loi, modifié par la loi du 10 janvier 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3., les mots "classe I et II" sont remplacés par les mots "classe I et II, à l'exception des jeux de cartes ou de société, pratiqués dans des établissements de jeu de hasard de classe III qui utilisent un appareil";

2<sup>o</sup> deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 1 et 2 :

"Les jeux de cartes ou de société pratiqués visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3., offerts sur des appareils, sont interdits aux mineurs d'âge et ne peuvent être joués qu'au moyen d'appareils explicitement autorisés à cet effet

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2019/11970]

7 MEI 2019. — Wet tot wijziging van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, en tot invoeging van artikel 37/1 in de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen, hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers*

**Art. 2.** Artikel 2 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, gewijzigd bij de wet van 10 januari 2010, wordt aangevuld met de bepaling onder 11<sup>o</sup>, luidende :

"11<sup>o</sup> automatische kansspelen met verminderde inzet : toestel waarop kansspelen worden geëxploiteerd waarbij met het kansspel minder kan gespeeld worden dan op andere toestellen in kansspelinrichtingen klasse III, waardoor het geheel van de inzetten resulteert in een gemiddeld uurverlies dat lager ligt dan het bedrag per uur bedoeld in artikel 8, derde lid, en de inzetten per spel de waarde van het hoogste muntstuk in omloop niet kan overstijgen.

De Koning bepaalt de hoogte van de inzetten bedoeld in het eerste lid, 11<sup>o</sup>."

**Art. 3.** In artikel 3 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 januari 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in de bepaling onder 3. van het eerste lid worden de woorden "klasse I en II" vervangen door de woorden "klasse I en II, met uitzondering van kaart- of gezelschapsspelen, uitgeoefend in kansspelinrichtingen klasse III die gebruik maken van een toestel";

2<sup>o</sup> tussen het eerste en het tweede lid worden twee leden ingevoegd, luidende :

"De kaart- of gezelschapsspelen, bedoeld in het eerste lid, 3., die worden aangeboden op toestellen, zijn verboden voor minderjarigen en kunnen alleen worden gespeeld op toestellen die daartoe uitdrukkelijk

par la commission des jeux de hasard. Le contrôle de l'âge du joueur doit se faire de manière automatique au moyen d'un lecteur de cartes d'identité électronique.

L'autorité communale peut soumettre les jeux de cartes ou de société visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3., qu'ils soient ou non offerts sur des appareils, et qui ne nécessitent qu'un enjeu très limité et ne peuvent procurer au joueur ou au parieur qu'un avantage matériel de faible valeur, à une autorisation préalable et à des conditions d'exploitation non-techniques.”;

3° dans l'alinéa 2 actuel, les mots “en application des points 2 et 3 les conditions” sont remplacés par les mots “en application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2. et 3., les conditions”.

**Art. 4.** Dans la même loi, il est inséré un article 3<sup>ter</sup> rédigé comme suit :

“Art. 3<sup>ter</sup>. La présente loi ne s'applique pas aux navires à passagers internationaux à bord desquels des jeux de hasard ou des paris sont offerts et qui usent de leur droit de passage inoffensif au sens de la Convention des Nations Unies sur le droit de la Mer, signée à Montego Bay le 10 décembre 1982.

L'exploitation de jeux de hasard ou de paris à bord des navires visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est cependant interdite entre le moment où le navire a une interface navire/port telle que visée à l'article 5, 5°, de la loi du 5 février 2007 relative à la sûreté maritime et le moment où le navire lève l'ancre.

Durant toute la durée du séjour du navire dans le port, l'exploitation des jeux de hasard ou des paris est interdite.”.

**Art. 5.** Dans l'article 10, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, remplacé par la loi du 10 janvier 2010, les mots “12 membres effectifs et 12 membres suppléants” sont remplacés par les mots “douze membres effectifs dont les deux tiers au maximum pourront être du même sexe et douze membres suppléants dont les deux tiers au maximum pourront être du même sexe.”.

**Art. 6.** À l'article 11 de la même loi, remplacé par la loi du 10 janvier 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 3. est abrogé et dans le 7., le mot “dix” est remplacé par le mot “sept”;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

“Dans les cinq années qui suivent la fin de leur mandat, le président, les membres effectifs et suppléants ne peuvent exercer aucune fonction dans un établissement de jeux de hasard, exercer aucune activité de consultant ou de conseil, rémunérée ou non, pour une personne physique ou morale active dans le secteur des jeux de hasard ou avoir un quelconque intérêt personnel, direct ou indirect, pour soi, pour le ou la conjoint(e) ou le ou la cohabitant(e) ou pour un parent ou un allié jusqu'au quatrième degré, quelle qu'en soit la nature, dans l'exploitation d'un tel établissement, dans une autre activité soumise à licence et visée par la présente loi ou vis-à-vis de la personne physique ou morale active dans le secteur des jeux de hasard.”;

3° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

“L'interdiction visée à l'alinéa 2 s'applique également aux fonctionnaires de police auprès de la commission, visés à l'article 15, § 3, durant les cinq années qui suivent la fin de leur engagement auprès de la commission.”.

**Art. 7.** Dans la même loi est inséré un article 14/1, rédigé comme suit :

“Art. 14/1. La commission peut, pour l'exercice de ses compétences et pour la recherche scientifique sur le comportement de jeu, sur l'addiction et sur la prévention, demander, de manière motivée, toutes les informations utiles à l'ensemble des personnes concernées. La commission détermine les délais dans lesquels les renseignements doivent être communiqués. Le Roi peut fixer les modalités concernant le recueil, l'enregistrement et le transfert de ces données et le contrôle de son respect.”.

**Art. 8.** L'article 15 de la même loi, modifié par la loi du 10 janvier 2010, est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

“§ 3. La commission peut, après autorisation du ministre qui a la Justice dans ses attributions et du ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions, engager un maximum de quatre fonctionnaires de police, revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire et d'auxiliaire du procureur du Roi.

Ils assurent en qualité d'officier de liaison les contacts entre la police intégrée et la commission et ont en outre accès à toutes les informations dont dispose la commission. Sans préjudice des compétences de police administrative et judiciaire, ces fonctionnaires de police peuvent

zijn toegelaten door de kansspelcommissie. De controle van de leeftijd van de speler dient op automatische wijze te gebeuren via een e-ID-lezer.

De gemeentelijke overheid kan de kaart- of gezelschapsspelen, bedoeld in het eerste lid, 3., al dan niet aangeboden op toestellen, en die slechts een zeer beperkte inzet vereisen en aan de speler of gokker slechts een materieel voordeel van geringe waarde kunnen opleveren aan een voorafgaande toelating en aan niet-technische exploitatievoorwaarden onderwerpen.”;

3° in het huidige tweede lid worden de woorden “in toepassing van de punten 2 en 3 de nadere voorwaarden” vervangen door de woorden “met toepassing van het eerste lid, 2. en 3., de nadere voorwaarden”.

**Art. 4.** In dezelfde wet wordt een artikel 3<sup>ter</sup> ingevoegd, luidende :

“Art. 3<sup>ter</sup>. Deze wet is niet van toepassing op internationale passagiersschepen die aan boord kansspelen of weddenschappen aanbieden en die gebruik maken van hun recht op onschuldige doorvaart in de zin van het Zeerechtverdrag, ondertekend te Montego Bay op 10 december 1982.

De exploitatie van weddenschappen of van kansspelen aan boord van de in het eerste lid bedoelde schepen is evenwel verboden van het moment dat het schip een schip/haven raakvlak heeft als bedoeld in artikel 5, 5°, van de wet van 5 februari 2007 betreffende de maritieme beveiliging tot het moment dat het schip het anker licht.

Gedurende het hele verblijf van het schip in de haven is de exploitatie van kansspelen of weddenschappen verboden.”.

**Art. 5.** In artikel 10, § 1, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 10 januari 2010, worden de woorden “12 vaste leden en 12 plaatsvervangende leden” vervangen door de woorden “twaalf vaste leden van wie ten hoogste twee derde van hetzelfde geslacht zijn en twaalf plaatsvervangende leden van wie ten hoogste twee derde van hetzelfde geslacht zijn.”.

**Art. 6.** In artikel 11 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 10 januari 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt de bepaling onder 3. opgeheven en wordt in de bepaling onder 7. het woord “tien” vervangen door het woord “zeven”;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

“De voorzitter, de vaste en de plaatsvervangende leden mogen gedurende een termijn van vijf jaar na de beëindiging van hun mandaat geen functie uitoefenen in een kansspelinrichting, enige adviesactiviteit of bezigheid als consultant, al dan niet bezoldigd, uitoefenen voor een natuurlijke of rechtspersoon die actief is in de kansspelsector of enig persoonlijk, rechtstreeks of onrechtstreeks belang, van welke aard ook, hebben voor zichzelf, voor een echtgeno(o)t(e) of een samenwonende partner noch voor een familielid of een verwant tot in de vierde graad in de exploitatie van een dergelijke inrichting, in een andere vergunningsplichtige activiteit die bedoeld is in deze wet of ten aanzien van de natuurlijke of rechtspersoon die actief is in de kansspelsector.”;

3° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende :

“Het verbod bedoeld in het tweede lid geldt ook voor de politieambtenaren bij de commissie, bedoeld in artikel 15, § 3, gedurende een termijn van vijf jaar na de beëindiging van hun inzet bij de commissie.”.

**Art. 7.** In dezelfde wet wordt een artikel 14/1 ingevoegd, luidende :

“Art. 14/1. De commissie kan van elke betrokken persoon op een met redenen omklede wijze alle, voor de uitoefening van haar bevoegdheden en voor het wetenschappelijk onderzoek naar gokgedrag, -verslaving en -preventie, nuttige informatie opvragen. De commissie bepaalt de termijn waarbinnen de inlichtingen moeten worden meegedeeld. De Koning kan de nadere regels bepalen voor het verzamelen, opslaan en doorgeven van deze gegevens en de controle op de naleving ervan.”.

**Art. 8.** Artikel 15 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 januari 2010, wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidende :

“§ 3. De commissie kan, na machtiging door de minister bevoegd voor Justitie en de minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken, maximaal vier politieambtenaren, bekleed met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie en hulpofficier van de procureur des Konings, inzetten.

Zij staan als verbindingsofficier in voor de contacten tussen de geïntegreerde politie en de commissie en hebben daarbij toegang tot alle informatie waarover de commissie beschikt. Onverminderd de bevoegdheden van bestuurlijke en gerechtelijke politie, kunnen de

exercer pendant la durée de l'engagement toutes les compétences visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 4.

Le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires de police visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, qu'ils soient membres du personnel de la police fédérale ou de la police locale, est le même que celui d'un enquêteur ou, le cas échéant, d'un commissaire judiciaire de l'Office Central pour la Répression de la Corruption. La police fédérale ou la zone de police à laquelle appartient le fonctionnaire de police paie en premier lieu, en tant qu'employeur, le traitement et tous les suppléments de traitement, allocations, indemnités ou interventions éventuels, en ce compris les cotisations patronales. Ceux-ci sont remboursés à partir du fonds visé à l'article 19, § 2.

Les modalités concernant l'engagement de fonctionnaires de police, notamment leur profil souhaité, la sélection, le contenu de leurs tâches et leur fonctionnement, sont déterminées dans une convention entre la commission et la police fédérale."

**Art. 9.** Dans l'article 15/1, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, inséré par la loi du 10 janvier 2010, les mots "la commission peut appliquer l'article 15/3." sont remplacés par les mots "la commission applique l'article 15/3."

**Art. 10.** L'article 15/2 de la même loi, inséré par la loi du 10 janvier 2010, est remplacé par ce qui suit :

"Art. 15/2. § 1<sup>er</sup>. La commission, par décision motivée, adresse des avertissements à toute personne physique ou morale qui commet une infraction à la présente loi ou à ses arrêtés d'exécution, suspend ou révoque la licence pour une période déterminée et interdit provisoirement ou définitivement l'exploitation d'un ou de plusieurs jeux de hasard.

§ 2. La commune informe, par voie postale ou par voie électronique, la commission lorsqu'un titulaire de licence C fait l'objet d'un procès-verbal établi par la police pour l'un des faits suivants :

1° trouble à l'ordre public;

2° une infraction aux dispositions légales concernant les débits de boissons fermentées, coordonnées le 3 avril 1953 et l'arrêté royal du 4 avril 1953 réglant l'exécution des dispositions légales concernant les débits de boissons ou à la loi du 28 décembre 1983 sur la patente pour le débit de boissons spiritueuses;

3° une infraction à la présente loi commise à l'égard d'une personne de moins de dix-huit ans.

Après avoir été informée par la commune, la commission lance une procédure de sanction.

La décision de la commission est proportionnelle à la gravité de l'infraction qui la justifie et à une éventuelle récidive.

Dans le cadre de la procédure de sanction précitée basée sur un procès-verbal, le bourgmestre est habilité à faire apposer des scellés sur les jeux de hasard automatiques dans l'établissement de jeux de hasard de classe III dans l'attente de la décision définitive de la commission.

§ 3. La commune informe la commission, par voie postale ou par voie électronique, lorsqu'un titulaire de licence F2 conformément à l'article 43/4, § 5, 1°, fait l'objet d'un procès-verbal établi par la police pour l'un des faits suivants :

1° trouble à l'ordre public;

2° une infraction à la présente loi commise à l'égard d'une personne de moins de dix-huit ans;

3° le non-respect des conditions en ce qui concerne l'activité complémentaire.

Après avoir été informée par la commune, la commission lance une procédure de sanction.

politieambtenaren tijdens de duur van de inzet alle bevoegdheden uitoefenen zoals bedoeld in paragraaf 1, vierde lid.

De administratieve en geldelijke rechtspositie van de politieambtenaren bedoeld in het eerste lid, ongeacht of zij personeelslid zijn van de federale politie of van de lokale politie, is dezelfde als die van rechercheur of, in voorkomend geval, van gerechtelijk commissaris van de Centrale Dienst voor de Bestrijding van de Corruptie. De federale politie of de politiezone waartoe de politieambtenaar behoort, betaalt eerst, als werkgever, de wedde en alle eventuele weddebijlagen, toelagen, vergoedingen of tegemoetkomingen met inbegrip van de patronale bijdragen. Deze worden terugbetaald uit het fonds bedoeld in artikel 19, § 2.

De nadere regels betreffende de inzet van die politieambtenaren, inzonderheid hun gewenst profiel, de selectie, hun taakhoud en functionering, worden bepaald in een conventie tussen de commissie en de federale politie."

**Art. 9.** In artikel 15/1, § 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 januari 2010, worden de woorden "kan de commissie toepassing maken van artikel 15/3." vervangen door de woorden "past de commissie artikel 15/3 toe."

**Art. 10.** Artikel 15/2 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 januari 2010, wordt vervangen als volgt :

"Art. 15/2. § 1. De commissie richt bij een met redenen omklede beslissing aan iedere natuurlijke of rechtspersoon, die een inbreuk pleegt op deze wet of op haar uitvoeringsbesluiten, waarschuwingen, schorst of trekt de vergunning voor een bepaalde tijd in en legt een voorlopig of definitief verbod van exploitatie van een of meer kansspelen op.

§ 2. De gemeente stelt de commissie, per post of via elektronische weg, in kennis indien een vergunninghouder C voorwerp uitmaakt van een proces-verbaal vastgesteld door de politie voor een van volgende feiten :

1° verstoring van de openbare orde;

2° een inbreuk van de wetsbepalingen inzake de slijterijen van gegiste dranken, samengeordend op 3 april 1953 en het koninklijk besluit van 4 april 1953 tot regeling van de uitvoering van de wetsbepalingen inzake de slijterijen van gegiste dranken of de wet van 28 december 1893 betreffende de vergunning voor het verstrekken van sterke drank;

3° een inbreuk gepleegd op deze wet ten aanzien van een persoon jonger dan achttien jaar.

Na te zijn geïnformeerd door de gemeente, start de commissie een sanctieprocedure op.

De beslissing van de commissie is evenredig ten aanzien van de ernst van de inbreuk die de beslissing verantwoordt en eventuele herhaling.

In het kader van de bovenvermelde sanctieprocedure op basis van proces-verbaal is de burgemeester gemachtigd de automatische kansspelen in de kansspelinrichting klasse III te verzegelen in afwachting van de definitieve uitspraak van de commissie.

§ 3. De gemeente stelt de commissie, per post of bij elektronische weg, in kennis indien een vergunninghouder F2 overeenkomstig artikel 43/4, § 5, 1°, het voorwerp uitmaakt van een proces-verbaal vastgesteld door de politie voor een van volgende feiten :

1° verstoring van de openbare orde;

2° een inbreuk gepleegd op deze wet ten aanzien van een persoon jonger dan achttien jaar;

3° het niet naleven van de voorwaarden wat betreft de nevenactiviteit.

Na te zijn geïnformeerd door de gemeente, start de commissie een sanctieprocedure op.

La décision de la commission est proportionnelle à la gravité de l'infraction qui la justifie et à une éventuelle récidive.

Dans le cadre de la procédure de sanction précitée basée sur un procès-verbal, le bourgmestre est habilité à faire apposer des scellés sur les appareils électroniques servant à accepter des paris dans l'attente de la décision définitive de la commission."

**Art. 11.** L'article 15/3, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, inséré par la loi du 10 janvier 2010, est remplacé par ce qui suit :

"§ 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des mesures prévues à l'article 15/2, la commission, en cas d'infraction aux articles 4, 8, 26, 27, 43/1, 43/2, 43/2/1, 43/3, 43/4, 46, 54, 58, 60, 62 et aux conditions fixées à l'article 15/1, § 1<sup>er</sup>, impose aux auteurs une amende administrative."

**Art. 12.** Dans l'article 15/4, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, inséré par la loi du 10 janvier 2010, les mots "peuvent être prises par la commission" sont remplacés par les mots "sont prises par la commission".

**Art. 13.** Dans le chapitre II de la même loi, il est inséré un article 24/1 rédigé comme suit :

"Art. 24/1. § 1<sup>er</sup> La commission rencontre au moins deux fois par an les centres d'expertise en matière d'addictions comportementales, les centres de prévention, les centres d'expertise en matière de thématique de l'endettement ainsi que les représentants des utilisateurs. Ces rencontres et les recommandations sont rapportées dans le rapport visé à l'article 16.

§ 2. Dans le cadre de ses compétences, la commission peut organiser de façon non discriminatoire toutes les études et consultations publiques afin de prendre connaissance des conceptions et des points de vue des utilisateurs, des exploitants et des organisations en matière d'addictions comportementales et de thématique de l'endettement.

Ces consultations garantissent que, dans le cadre du processus décisionnel de la commission, celle-ci prend en compte de manière adéquate les intérêts des consommateurs et des entreprises ainsi que la santé et le bien-être de la population."

**Art. 14.** Dans l'article 25 de la même loi, remplacé par la loi du 10 janvier 2010 et modifié par la loi du 25 décembre 2016, il est inséré un 6/2 rédigé comme suit :

"6/2. la licence de classe F1P permet, aux conditions qu'elle détermine et aux conditions fixées pour les licences de classe F1, et le cas échéant F1+, l'exploitation de l'organisation de paris sur les courses hippiques;"

**Art. 15.** Dans l'article 27, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié par la loi du 10 janvier 2010, les mots "F1P," sont insérés entre les mots "F1, F1+," et les mots "G1 et G2".

**Art. 16.** Dans l'article 31, 6., de la même loi, inséré par la loi du 10 janvier 2010, les mots "service public fédéral Finances" sont remplacés par les mots "Service Public Fédéral Finances et de l'administration fiscale régionale".

**Art. 17.** Dans l'article 36, 7., de la même loi, inséré par la loi du 10 janvier 2010, les mots "service public fédéral Finances" sont remplacés par les mots "Service Public Fédéral Finances et de l'administration fiscale régionale".

**Art. 18.** Dans l'article 39 de la même loi, les mots "deux jeux de hasard" sont remplacés par les mots "deux jeux de hasard automatisés et deux jeux de hasard automatisés avec mise atténuée".

**Art. 19.** Dans l'article 41, de la même loi, modifié par la loi du 10 janvier 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré, après la phrase "Si le demandeur est une personne morale, chaque administrateur ou gérant doit jouir pleinement de ses droits civils et politiques et être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction." la phrase suivante : "Le demandeur ou, si le demandeur est une personne morale, chaque administrateur ou gérant, ne peut, pour les cinq années qui précèdent sa demande, présenter des antécédents défavorables en matière de faits punissables ou d'ordre public qui sont incompatibles avec l'exploitation d'un établissement de jeux de hasard. Le Roi détermine les critères détaillés en la matière.";

De beslissing van de commissie is evenredig ten aanzien van de ernst van de inbreuk die de beslissing verantwoordt en eventuele herhaling.

In het kader van de bovenvermelde sanctieprocedure op basis van proces-verbaal is de burgemeester gemachtigd de elektronische toestellen die dienen voor de aanneming van weddenschappen te verzegelen in afwachting van de definitieve uitspraak van de commissie."

**Art. 11.** Artikel 15/3, § 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 januari 2010, wordt vervangen als volgt :

"§ 1. Onverminderd de maatregelen bepaald in artikel 15/2, legt de commissie, in geval van inbreuk op de artikelen 4, 8, 26, 27, 43/1, 43/2, 43/2/1, 43/3, 43/4, 46, 54, 58, 60, 62, en onder de voorwaarden bepaald in artikel 15/1, § 1, aan de daders een administratieve geldboete op."

**Art. 12.** In artikel 15/4, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 januari 2010, worden de woorden "kunnen door de commissie worden genomen" vervangen door de woorden "worden door de commissie genomen".

**Art. 13.** In hoofdstuk II van dezelfde wet wordt een artikel 24/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 24/1. § 1. De commissie ontmoet ten minste twee maal per jaar de expertisecentra inzake gedragsgebonden verslavingen, de preventieve centra, de expertisecentra inzake schuldthematiek, alsmede de vertegenwoordigers van de gebruikers. Over deze ontmoetingen en de aanbevelingen wordt gerapporteerd in het verslag bedoeld in artikel 16.

§ 2. In het kader van haar bevoegdheden kan de commissie op een niet-discriminerende wijze alle onderzoeken en openbare raadplegingen organiseren om kennis te verwerven over de inzichten en standpunten van de gebruikers, de exploitanten en de organisaties inzake gedragsgebonden verslavingen en schuldthematiek.

Deze raadplegingen waarborgen dat bij de besluitvorming van de commissie deze op passende wijze rekening houdt met de belangen van de consumenten en de ondernemingen, en met de gezondheid en het welzijn van de bevolking."

**Art. 14.** In artikel 25 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 10 januari 2010 en gewijzigd bij de wet van 25 december 2016, wordt een bepaling onder 6/2 ingevoegd, luidende :

"6/2. de vergunning klasse F1P staat, onder de door haar bepaalde voorwaarden en onder de voorwaarden van de vergunning klasse F1, en desgevallend F1+, de exploitatie toe van de inrichting van weddenschappen op paardenwedrennen;"

**Art. 15.** In artikel 27, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 januari 2010, worden de woorden "F1P," ingevoegd tussen de woorden "F1, F1+," en de woorden "G1 en G2".

**Art. 16.** In artikel 31, 6., van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 januari 2010, worden de woorden "federale overheidsdienst Financiën" vervangen door de woorden "Federale Overheidsdienst Financiën en de gewestelijke belastingadministratie".

**Art. 17.** In artikel 36, 7., van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 januari 2010, worden de woorden "federale overheidsdienst Financiën" vervangen door de woorden "Federale Overheidsdienst Financiën en de gewestelijke belastingadministratie".

**Art. 18.** In artikel 39 van dezelfde wet worden de woorden "twee kansspelen" vervangen door de woorden "twee automatische kansspelen en twee automatische kansspelen met verminderde inzet".

**Art. 19.** In artikel 41 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 januari 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° na de zin "Indien het gaat om een rechtspersoon, moeten de bestuurders en zaakvoerders volledig hun burgerlijke en politieke rechten genieten en zich gedragen op een wijze die beantwoordt aan de vereisten van de functie." wordt de volgende zin ingevoegd : "De aanvrager of, indien het gaat om een rechtspersoon, de bestuurders en zaakvoerders, mag over de vijf jaar die aan zijn aanvraag voorafgaat, geen ongunstige antecedenten vertonen inzake strafbare feiten of openbare orde die onverenigbaar zijn met de uitbating van een kansspelinrichting. De Koning bepaalt de nadere criteria dienaangaande.";

2°. les mots “service public fédéral Finances” sont remplacés par les mots “Service Public Fédéral Finances et de l’administration fiscale régionale”.

**Art. 20.** À l’article 43/1 de la même loi, inséré par la loi du 10 janvier 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° l’alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les mots “ou concernant une activité où la majorité des participants sont mineurs.”;

2° l’article est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

“La commission peut interdire des paris si le bon déroulement de l’événement ne peut pas être garanti ou si elle estime que des possibilités spécifiques de paris sont exposées à la fraude. Les titulaires de licence concernés en sont immédiatement informés.

En ce qui concerne le pari pris dans le monde réel, le joueur choisit le titulaire de la licence concerné auquel il s’adresse s’il a des questions ou des remarques sur son exploitation.”.

**Art. 21.** À l’article 43/2 de la même loi, inséré par la loi du 10 janvier 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, le 2° est remplacé par ce qui suit :

“2° les paris mutuels sur les courses hippiques qui ont lieu à l’étranger”;

2° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, le 4° est remplacé par ce qui suit :

“4° les paris à cote fixe ou conventionnelle sur des courses hippiques qui ont lieu à l’étranger.”;

3° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

“§ 2. Concernant les courses hippiques :

1° les paris visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1° et 3°, ne peuvent être organisés que moyennant l’autorisation de l’association de courses qui organise la course en question et aux conditions fixées par le Roi. Cette association peut adopter la forme d’une association sans but lucratif;

2° les paris visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, ne peuvent être organisés qu’aux conditions fixées par le Roi par l’organisateur de paris visé au 1° et moyennant une convention conclue entre l’organisateur étranger agréé dans un État membre de l’Union européenne et le titulaire d’une licence de classe F1;

3° les paris visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 4°, ne peuvent être organisés qu’aux conditions fixées par le Roi par l’organisateur des paris visé au 1°.”;

4° l’article est complété par le paragraphe 3 rédigé comme suit :

“§ 3. Le titulaire d’une licence F1P, qui souhaite proposer des paris sur des courses hippiques organisées par une association de courses visée au paragraphe 2, 1°, conclut une convention avec cette association de courses. La convention par laquelle l’association autorise l’offre de paris fixe au minimum la manière dont l’association de courses transmet les données relatives aux courses qu’elle organise, le délai de transmission de ces données ainsi que la compensation convenue entre les parties. Lorsque le titulaire de licence F1P souhaite proposer des paris sur l’ensemble des courses hippiques organisées par des associations de courses agréées, il conclut une convention avec l’ensemble de ces associations. Cette convention fixe au minimum la manière dont les associations de courses transmettent les données relatives aux courses qu’elles organisent, le délai de transmission de ces données ainsi que la compensation convenue entre les parties.

Lorsqu’un titulaire de licence F1P souhaite proposer des paris sur toutes les courses hippiques organisées par des associations de courses agréées ou sur des courses hippiques se déroulant à l’étranger, les associations de courses s’accordent sur la gestion des données et des images de leurs courses hippiques ainsi que sur l’octroi des autorisations pour l’offre de paris sur ces courses. Le titulaire d’une licence F1P n’est redevable que d’une seule compensation périodique pour cette autorisation, répartie entre les associations de courses agréées selon une clé de répartition définies entre elles.”.

**Art. 22.** Dans la même loi, il est inséré un article 43/2/1 rédigé comme suit :

“Art. 43/2/1. § 1<sup>er</sup>. Les organisateurs de paris sur les courses hippiques doivent disposer d’une licence de classe F1P que la commission ne peut accorder qu’aux titulaires d’une licence de classe F1.

La commission prend une décision sur les demandes d’octroi de la licence de classe F1P dans les trois mois de la demande.

2° de woorden “federale overheidsdienst Financiën” worden vervangen door de woorden “Federale Overheidsdienst Financiën en de gewestelijke belastingadministratie”.

**Art. 20.** In artikel 43/1 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 januari 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met de woorden “, of omtrent een activiteit waarbij de meerderheid van de deelnemers minderjarig zijn.”;

2° het artikel wordt aangevuld met twee leden, luidende :

“De commissie kan weddenschappen verbieden indien het eerlijke verloop van het evenement niet kan worden gegarandeerd of indien zij meent dat specifieke wedmogelijkheden fraudegevoelig zijn. De betrokken vergunninghouders worden hierover onverwijld ingelicht.

Voor de weddenschap aangegaan in de reële wereld kiest de speler welke betrokken vergunninghouder hij aanspreekt ingeval van vragen of opmerkingen inzake de exploitatie hiervan.”.

**Art. 21.** In artikel 43/2 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 januari 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt de bepaling onder 2° vervangen als volgt :

“2° de onderlinge weddenschappen op paardenwedrennen die in het buitenland plaatsvinden”;

2° in paragraaf 1 wordt de bepaling onder 4° vervangen als volgt :

“4° de weddenschappen tegen vaste of conventionele notering op paardenwedrennen die in het buitenland plaatsvinden.”;

3° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

“§ 2. Inzake paardenwedrennen kunnen :

1° de weddenschappen bedoeld in paragraaf 1, 1° en 3°, enkel worden ingericht mits toestemming van de renvereniging die de betreffende wedren organiseert onder de door de Koning bepaalde voorwaarden. Deze vereniging mag de vorm aannemen van een vereniging zonder winsttoegmerk;

2° de weddenschappen bedoeld in paragraaf 1, 2°, enkel worden ingericht onder de door de Koning bepaalde voorwaarden door de inrichter van de weddenschappen bedoeld in de bepaling onder 1° en mits een overeenkomst tussen de buitenlandse inrichter erkend in een lidstaat van de Europese Unie en de vergunninghouder F1;

3° de weddenschappen bedoeld in paragraaf 1, 4°, enkel worden ingericht onder de door de Koning bepaalde voorwaarden door de inrichter van de weddenschappen bedoeld in de bepaling onder 1°.”;

4° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidende :

“§ 3. De vergunninghouder F1P die weddenschappen op paardenwedrennen georganiseerd door een renvereniging bedoeld in paragraaf 2, 1°, wil aanbieden, sluit een overeenkomst met die renvereniging. De overeenkomst waarbij de renvereniging instemt met de aanbidding van weddenschappen, bepaalt minstens hoe de renvereniging de gegevens met betrekking tot de wedrennen die zij organiseert doorzendt, de termijn voor het doorzenden ervan en de vergoeding die door de partijen wordt overeengekomen. Wanneer de vergunninghouder F1P weddenschappen wil aanbieden op het geheel van de paardenwedrennen georganiseerd door erkende renverenigingen, sluit hij een overeenkomst met het geheel van deze renverenigingen. Deze overeenkomst bepaalt minstens hoe de renverenigingen de gegevens met betrekking tot de wedrennen die zij organiseren doorzenden, de termijn voor het doorzenden ervan en de vergoeding die door de partijen wordt overeengekomen.

Wanneer een vergunninghouder F1P weddenschappen wil aanbieden op alle paardenwedrennen georganiseerd door de erkende renverenigingen of paardenwedrennen gelopen in het buitenland, bereiken de renverenigingen overeenstemming over het beheer van de gegevens en beelden van hun paardenwedrennen, alsook over het verlenen van toestemming om weddenschappen aan te bieden op de paardenwedrennen. De vergunninghouder F1P zal slechts een enkele periodieke vergoeding verschuldigd zijn voor deze toestemming, verdeeld onder de erkende renverenigingen volgens een door hen onderling bepaalde verdeelsleutel.”.

**Art. 22.** In dezelfde wet wordt een artikel 43/2/1 ingevoegd, luidende :

“Art. 43/2/1. § 1. De inrichters van de weddenschappen op paardenwedrennen moeten beschikken over een vergunning klasse F1P, dewelke de commissie enkel kan toekennen aan een vergunninghouder klasse F1.

De commissie spreekt zich uit over de aanvragen tot toekenning van een vergunning klasse F1P binnen drie maanden na de aanvraag.

§ 2. Le Roi fixe les conditions spécifiques qui doivent être respectées pour l'engagement de ces paris par le titulaire d'une licence F1P."

**Art. 23.** À l'article 43/4 de la même loi, inséré par la loi du 10 janvier 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"L'exploitation d'un établissement de jeux de hasard fixe de classe IV doit s'effectuer en vertu d'une convention à conclure entre la commune du lieu de l'établissement et l'exploitant. La convention détermine où l'établissement de jeux de hasard est établi ainsi que les modalités, jours et heures d'ouverture et de fermeture des établissements de jeux de hasard de classe IV et qui exerce le contrôle de la commune.";

2° dans le paragraphe 2, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

"En vue de permettre à la commission d'exercer les missions qui lui sont attribuées par la présente loi, les données associées à l'exploitation des jeux automatiques visés à l'alinéa 3, 3e tiret, se trouvent dans un établissement permanent sur le territoire belge";

3° le paragraphe 5, 1°, est remplacé comme suit :

"1° les paris sur les événements sportifs et sur les courses hippiques, à titre complémentaire, par les libraires, personnes physiques ou personnes morales, inscrits à la Banque-carrefour des entreprises en qualité d'entreprise commerciale, pour autant qu'ils ne soient pas engagés dans des endroits où des boissons alcoolisées sont vendues pour être consommées sur place.

Le Roi fixe les conditions spécifiques auxquelles les libraires doivent satisfaire pour l'engagement de ces paris. Ils doivent disposer d'une licence de classe F2;"

**Art. 24.** Dans l'article 43/5 de la même loi, inséré par la loi du 10 janvier 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4., les mots "du service public fédéral Finances" sont remplacés par les mots "du Service Public Fédéral Finances et de l'administration fiscale régionale";

2° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les 5. et 6. rédigés comme suit :

"5. veiller à ne pas établir l'emplacement de l'établissement de jeux de hasard de classe IV à proximité d'établissements d'enseignement, d'hôpitaux et d'endroits fréquentés par des jeunes, sauf dérogation motivée par la commune;

6. présenter la convention conclue entre l'établissement de jeux de hasard de classe IV et la commune du lieu de l'établissement sous la condition d'obtenir la licence de classe F2 requise.";

3° l'article est complété par l'alinéa suivant :

"Les 5. et 6. de l'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'appliquent pas aux demandeurs de licences de classe F2 pour l'engagement de paris en dehors d'un établissement de jeux de hasard de classe IV visé à l'article 43/4, § 5, ou pour l'engagement de paris dans un établissement de jeux de hasard mobile visé à l'article 43/4, § 2, alinéa 5.".

**Art. 25.** L'article 43/8, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, inséré par la loi du 10 janvier 2010, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Toutefois, à l'exception de ce qui concerne les jeux de même nature que ceux offerts dans le monde réel, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, déterminer des critères d'exploitation distincts pour les licences supplémentaires par rapport aux licences octroyées pour l'exploitation des jeux de hasard dans le monde réel.".

§ 2. De Koning bepaalt de nadere voorwaarden die de vergunninghouder F1P moet naleven voor de aanneming van deze weddenschappen."

**Art. 23.** In artikel 43/4 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 januari 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidende :

"De uitbating van een vaste kansspelinrichting klasse IV moet geschieden krachtens een convenant dat voorafgaandelijk wordt gesloten tussen de gemeente van vestiging en de uitbater. Het convenant bepaalt waar de kansspelinrichting wordt gevestigd alsook de nadere voorwaarden, de openings- en sluitingsuren, alsook de openings- en sluitingsdagen van de kansspelinrichtingen klasse IV en wie het gemeentelijk toezicht waarneemt.";

2° in paragraaf 2 wordt tussen het derde en het vierde lid een lid ingevoegd, luidende :

"Om de kansspelcommissie in staat te stellen de bij deze wet toegekende opdrachten uit te oefenen, bevinden de gegevens verbonden met de exploitatie van de automatische kansspelen bedoeld in het derde lid, derde streepje, zich in een permanente inrichting op het Belgische grondgebied.";

3° paragraaf 5, 1°, wordt vervangen als volgt :

"1° de weddenschappen op sportevenementen en op paardenwedrennen, bij wijze van nevenactiviteit door de dagbladhandelaars, natuurlijke personen of rechtspersonen, die als commerciële onderneming zijn ingeschreven in de Kruispuntbank voor ondernemingen, voor zover ze niet worden aangenomen in gelegenheden waar alcoholische dranken worden verkocht voor verbruik ter plaatse.

De Koning bepaalt de nadere voorwaarden die de dagbladhandelaars moeten naleven voor de aanneming van deze weddenschappen. Zij dienen te beschikken over een vergunning klasse F2;"

**Art. 24.** In artikel 43/5 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 januari 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, 4., worden de woorden "federale overheidsdienst Financiën" vervangen door de woorden "Federale Overheidsdienst Financiën en de gewestelijke belastingadministratie";

2° het eerste lid wordt aangevuld met de bepalingen onder 5. en 6., luidende :

"5. ervoor zorgen dat de kansspelinrichting klasse IV niet gevestigd wordt in de nabijheid van onderwijsinstellingen, ziekenhuizen, plaatsen die vooral door jongeren worden bezocht, zulks behoudens met redenen omklede afwijking die door de gemeente wordt toegestaan;

6. het convenant kunnen voorleggen dat werd gesloten tussen de kansspelinrichting klasse IV en de gemeente waar die inrichting gevestigd is onder de voorwaarde dat de vergunning van klasse F2 wordt verkregen.";

3° het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

"De bepalingen onder 5. en 6. van het eerste lid zijn niet van toepassing op de aanvragers van vergunningen klasse F2 voor het aannemen van weddenschappen buiten een kansspelinrichting klasse IV bedoeld in artikel 43/4, § 5, of voor het aannemen van weddenschappen in een mobiele kansspelinrichting bedoeld in artikel 43/4, § 2, vijfde lid.".

**Art. 25.** Artikel 43/8, § 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 januari 2010, wordt aangevuld met een lid, luidende :

"Behalve voor wat betreft de spelen van dezelfde aard als deze die in de reële wereld aangeboden worden, kan de Koning, bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, evenwel afzonderlijke exploitatiecriteria bepalen voor de aanvullende vergunningen ten aanzien van de vergunningen toegekend voor de exploitatie van de kansspelen in de reële wereld.".

**Art. 26.** Dans l'article 43/10, 4., de la même loi, inséré par la loi du 10 janvier 2010, les mots "service public fédéral Finances" sont remplacés par les mots "Service Public Fédéral Finances et de l'administration fiscale régionale".

**Art. 27.** Dans l'article 50, 4., de la même loi, inséré par la loi du 10 janvier 2010, les mots "service public fédéral Finances" sont remplacés par les mots "Service Public Fédéral Finances et de l'administration fiscale régionale".

**Art. 28.** À l'article 54 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 21 décembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"La pratique des jeux de hasard automatiques visés à l'article 43/4, § 2, alinéa 3, dans les établissements de jeux de hasard fixes de classe IV est interdite aux personnes de moins de vingt-et-un ans.";

2° le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"Les membres du cadre opérationnel des services de police visés à l'article 117 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, ne peuvent ni directement, ni par un intermédiaire, exercer une quelconque fonction dans un établissement de jeux de hasard, exercer aucune activité de consultant ou de conseil, rémunérée ou non, pour une personne physique ou morale active dans le secteur des jeux de hasard ou avoir un quelconque intérêt, quel qu'en soit la nature, dans l'exploitation d'un tel établissement, dans une autre activité soumise à licence et visée par la présente loi ou vis-à-vis d'une personne physique ou morale active dans le secteur des jeux de hasard."

**Art. 29.** Dans la même loi, il est inséré un article 55/1 rédigé comme suit :

"Art. 55/1. Pour permettre à la commission d'exercer les missions de protection du joueur qui lui sont attribuées par la présente loi et ses alinéas d'exécution, le Roi fixe les modalités selon lesquelles la commission peut demander à la Banque nationale de Belgique si une personne est en défaut de paiement dans le fichier de la Centrale des crédits aux particuliers de la Banque nationale de Belgique."

**Art. 30.** Dans l'article 61 de la même loi, modifié par la loi du 10 janvier 2010, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

"Le Roi détermine les modalités relatives à la publicité sur les jeux de hasard."

**Art. 31.** À l'article 62, de la même loi, modifié par la loi du 10 janvier 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "des classes I et II" sont remplacés par les mots "des classes I, II et aux établissements de jeux de hasard fixes de classe IV";

2° dans l'alinéa 6, les mots "de classe I ou II" sont remplacés par les mots "de classe I, II ou de classe IV pour les établissements de jeux de hasard fixes".

**Art. 32.** Dans le chapitre VII, "Dispositions pénales", de la même loi, il est inséré un article 62/1, rédigé comme suit :

"Art. 62/1. Toute violation des conditions prescrites à l'article 3<sup>ter</sup> sera punie d'une amende de cent euros à cent mille euros."

**Art. 26.** In artikel 43/10, 4., van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 januari 2010, worden de woorden "Federale overheidsdienst Financiën" vervangen door de woorden "Federale Overheidsdienst Financiën en de gewestelijke belastingadministratie".

**Art. 27.** In artikel 50, 4., van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 januari 2010, worden de woorden "federale overheidsdienst Financiën" vervangen door de woorden "Federale Overheidsdienst Financiën en de gewestelijke belastingadministratie".

**Art. 28.** In artikel 54 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 21 december 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidende :

"De deelneming aan automatische kansspelen bedoeld in artikel 43/4, § 2, derde lid, in de vaste kansspelinrichtingen klasse IV is verboden voor personen jonger dan eenentwintig jaar.";

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid, luidende :

"De leden van het operationeel kader van de politiediensten, zoals bedoeld in artikel 117 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, mogen noch rechtstreeks, noch via een tussenpersoon, enige functie uitoefenen in een kansspelinrichting, enige adviesactiviteit of bezigheid als consultant, al dan niet bezoldigd, uitoefenen voor een natuurlijke of rechtspersoon die actief is in de kansspelsector of enig belang, van welke aard ook, hebben in de exploitatie van een dergelijke inrichting, in een andere vergunningsplichtige activiteit die bedoeld is in deze wet of ten aanzien van een natuurlijke of rechtspersoon die actief is in de kansspelsector."

**Art. 29.** In dezelfde wet wordt een artikel 55/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 55/1. Om de commissie in staat te stellen de bij deze wet en haar uitvoeringsbesluiten toegekende opdrachten van bescherming van de spelers uit te oefenen, bepaalt de Koning de nadere regels volgens dewelke de commissie de Nationale Bank van België kan vragen of een persoon als wanbetaler gekend is in het bestand van de Centrale voor kredieten aan particulieren van de Nationale Bank van België."

**Art. 30.** In artikel 61 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 januari 2010, wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende :

"De Koning bepaalt de nadere regels betreffende de reclame over de kansspelen."

**Art. 31.** In artikel 62 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 januari 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "klassen I en II" vervangen door de woorden "klassen I, II en tot de vaste kansspelinrichtingen klasse IV";

2° in het zesde lid worden de woorden "klasse I of II" vervangen door de woorden "klasse I, II of klasse IV voor de vaste kansspelinrichtingen".

**Art. 32.** In hoofdstuk 7 "Strafbepalingen" van dezelfde wet wordt een artikel 62/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 62/1. Elke inbreuk op de voorwaarden omschreven in artikel 3<sup>ter</sup> wordt gestraft met geldboete van honderd euro tot honderd-duizend euro."

**Art. 33.** Dans l'article 64 de la loi du 7 mai 1999, le chiffre "43/2/1" est inséré entre le chiffre "43/2" et le chiffre "43/3".

**Art. 34.** L'article 71, alinéa 4, de la même loi, modifié par la loi du 10 janvier 2010, est complété par un 10. rédigé comme suit :

"10. la somme de 0 euro pour les titulaires d'une licence de classe F1P."

CHAPITRE 3. — *Modification de la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale*

**Art. 35.** Dans la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale, il est inséré un article 37/1 rédigé comme suit :

"Art. 37/1. La participation aux loteries publiques organisées par la Loterie Nationale est interdite aux mineurs.

Le contrôle de l'âge sur les automates qui sont exploités par la Loterie Nationale, s'effectue sur la base de l'e-ID ou d'une autre technologie pouvant effectuer ce contrôle et offrant un même niveau de garantie de sécurité.

Sont visées par les automates susmentionnés les machines physiques individuelles qui, contre paiement, distribuent des jeux de loteries publiques sans l'intervention d'un vendeur."

CHAPITRE 4. — *Disposition transitoire*

**Art. 36.** Par dérogation aux articles 23, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, et 24, les titulaires de licence F1 et F2, qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, disposent d'une licence octroyée par la commission des jeux de hasard, peuvent poursuivre leurs activités aux mêmes conditions.

Les conditions visées aux articles 23, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, et 24 s'appliquent aux demandes de licence et aux demandes de renouvellement de licence introduites au plus tôt deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

CHAPITRE 5. — *Entrée en vigueur*

**Art. 37.** Les articles 3, 14, 21, 22, 23 et 34 entrent en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui de leur publication au *Moniteur belge*.

Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de l'article 35.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 7 mai 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie,  
K. PEETERS

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,  
P. DE CREM

Le Ministre de la Justice,  
K. GEENS

La Ministre de la Santé publique,  
M. DE BLOCK

Le Ministre des Finances,  
A. DE CROO

La Ministre du Budget, chargée de la Loterie Nationale,  
S. WILMES

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—  
Note

(1) Chambre des représentants ([www.lachambre.be](http://www.lachambre.be)) :

Documents : 54-3327

Compte rendu intégral : 4 avril 2019

**Art. 33.** In artikel 64 van de wet van 7 mei 1999 wordt het cijfer "43/2/1," ingevoegd tussen het cijfer "43/2," en het cijfer "43/3".

**Art. 34.** Artikel 71, vierde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 januari 2010, wordt aangevuld met een bepaling onder 10., luidende :

"10. 0 euro voor de houders van een vergunning klasse F1P."

HOOFDSTUK 3. — *Wijziging van de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij*

**Art. 35.** In de wet van 19 april 2002 tot rationalisering van de werking en het beheer van de Nationale Loterij wordt een artikel 37/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 37/1. Het is minderjarigen verboden om deel te nemen aan de openbare loterijen georganiseerd door de Nationale Loterij.

De leeftijdscontrole op de automaten die door de Nationale Loterij worden uitgebaat, geschiedt op basis van e-ID of een andere technologie die eenzelfde niveau van veiligheidswaarborg biedt.

Met voormelde automaten worden bedoeld de individuele fysieke machines die, tegen betaling, spelen van openbare loterijen zonder tussenkomst van een verkoper verdelen."

HOOFDSTUK 4. — *Overgangsbepaling*

**Art. 36.** In afwijking van de artikelen 23, eerste lid, 1°, en 24, kunnen de vergunninghouders F1 en F2, die, op het tijdstip van de inwerking-treding van deze wet, over een door de kansspelcommissie toegekende vergunning beschikken, hun activiteiten onder dezelfde voorwaarden voortzetten.

De voorwaarden bedoeld in de artikelen 23, eerste lid, 1°, en 24, zijn van toepassing op de aanvragen van een vergunning en op de aanvragen om hernieuwing van een vergunning ingediend ten vroegste twee jaar na de inwerkingtreding van deze wet.

HOOFDSTUK 5. — *Inwerkingtreding*

**Art. 37.** De artikelen 3, 14, 21, 22, 23 en 34 treden in werking op de eerste dag van de derde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van artikel 35.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 7 mei 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie,  
K. PEETERS

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,  
P. DE CREM

De Minister van Justitie,  
K. GEENS

De Minister van Volksgezondheid,  
M. DE BLOCK

De Minister van Financiën,  
A. DE CROO

De Minister van Begroting, belast met de Nationale Loterij,  
S. WILMES

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers ([www.dekamer.be](http://www.dekamer.be)) :

Stukken : 54-3327

Integraal verslag : 4 april 2019